



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 7 au 13 juillet 2023

En bref

Le taux d'inflation globale a franchi le seuil de 5 % pour la première fois depuis 2021, atteignant 4,93 % g.a au cours de la seconde quinzaine du mois de juin. Cette performance aurait été tirée par la forte baisse des coûts de l'énergie. La composante de base, qui exclut les prix les plus volatils, s'est établi à 6,86 %, son niveau plus bas depuis 15 mois. Si le marché s'attend à ce que la tendance baissière de l'inflation se maintienne ces prochains mois, les risques sont orientés à la hausse, avec : (i) la possibilité d'un nouveau choc positif sur les prix de l'énergie d'ici la fin d'année ; (ii) la résistance de la composante sous-jacente, particulièrement dans le secteur des produits alimentaires, qui n'a pas subi d'effet change significatif malgré l'appréciation du peso ; et (iii) des distorsions dans les processus de formation des prix et les pressions salariales, qui entraîneraient une résistance de la composante des services dans l'indice sous-jacent.

LE CHIFFRE À RETENIR

+4,93 %

Taux d'inflation globale au cours de la seconde quinzaine de juin 2023, selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

Zoom sur

L'inflation continue sa décélération en juin 2023 dans le Triangle Nord. Les taux d'inflation ont atteint leur niveau le plus bas depuis avril 2022, août et décembre 2021 au Guatemala, au Salvador et au Honduras respectivement. Au Salvador et au Honduras, la décélération de l'inflation est principalement liée au ralentissement de la croissance des prix des produits alimentaires, qui s'élevait à 12,2 % g.a en janvier 2023 et 18,2 % g.a. en février 2023, au Salvador et au Honduras respectivement, contre 6,9 % et 10,8 % en juin 2023. Au contraire au Guatemala, les prix des produits alimentaires continuent d'augmenter plus vite que la moyenne des prix. L'inflation poursuit en revanche à la hausse au Nicaragua.

TAUX D'INFLATION INTERANNUEL

	Juin 2022	Mai 2023	Juin 2023
EL SALVADOR	7,76 %	4,41 %	3,78 %
GUATEMALA	7,55 %	6,54 %	4,93 %
HONDURAS	10,22 %	6,58 %	5,60 %
NICARGUA	10,37 %	9,47 %	9,87 %

Mexique

1. ECONOMIE

Le consensus de marché prévoit une croissance économique de 2,2 % pour le Mexique en 2023. Il s'agit de la cinquième révision à la hausse des prévisions du marché pour la croissance du PIB mexicain, après s'être maintenu à 1,1 % en novembre, décembre et janvier. L'estimation consensuelle du marché est supérieure aux projections révisées du FMI, qui prévoit une croissance de 1,8 % pour le Mexique en 2023. Elle est toutefois légèrement inférieure à la prévision de la Banque centrale du Mexique (Banxico), à 2,3 %. Le FMI présentera sa mise à jour des prévisions pour les pays du G-20, y compris le Mexique, au cours de la dernière semaine de juillet. Concernant l'inflation, le consensus de marché prévoit un ralentissement à 4,7 % en fin d'année, au-delà de la cible de Banxico (de 3 % +/- 1pp).

Si l'économie du Mexique a connu quatre mois consécutifs d'expansion, l'agence de notation Moody's souligne que cette performance pourrait peser sur l'inflation. Au cours des quatre premiers mois de l'année, l'économie mexicaine a enregistré une croissance supérieure à son potentiel, générant ainsi un écart de production positif d'environ 1 %, lequel pourrait entraver la convergence de l'inflation vers l'objectif de la Banque centrale (de 3 % +/- 1pp) d'ici le T4 2023, comme le prévoit cette-dernière. L'agence s'attend à ce que la croissance se modère d'ici la fin de l'année, en raison d'effets plus forts de la restriction monétaire opérée par Banxico pour réduire l'inflation. Selon Moody's, la croissance économique serait de 2,4 % en 2023.

Ce jeudi 13 juillet, le peso mexicain s'est apprécié de 1 % face au billet vert, pour atteindre 16,85 MXN/USD, un record depuis 2015. La monnaie mexicaine marque ainsi une nouvelle rupture, passant sous la barre des 17 MXN/USD, après que les données sur l'inflation aux Etats-Unis aient fait espérer un arrêt du cycle de resserrement monétaire de la Fed. Depuis le début de l'année 2023, le MXN s'est appréciée de près de 15 % face au dollar. Cette progression serait liée : (i) à des paris sur un cycle d'assouplissement monétaire retardé, (ii) à la tendance à la

délocalisation, et (iii) à l'importance des envois de fonds. La production industrielle mexicaine aurait enregistré une croissance plus importante qu'anticipée en mai, soutenant les attentes selon lesquelles Banxico ne réduirait pas son taux directeur à court terme. Le Mexique a été le pari le plus intéressant en termes d'ajustement de la volatilité et de la liquidité. Son homologue latino-américain le plus proche, le real brésilien, a connu des fluctuations plus importantes liées aux attentes d'un prochain cycle d'assouplissement agressif, ce qui le rend moins attractif. Selon la BNP, le peso mexicain finirait l'année à 16,5 MXN/USD.

Selon une étude menée par la banque espagnole BBVA, 450 nouvelles entreprises s'installeraient au Mexique ces deux prochaines années.

L'analyse, qui vise à quantifier et à anticiper les effets du *nearshoring* au Mexique, révèle que sur ces 450 entreprises, 20 % seraient originaires de Chine, reflétant l'intérêt croissant des entreprises asiatiques pour l'implantation au Mexique. En moyenne, 230 nouvelles entreprises arriveraient chaque année entre 2023 et 2025, ce qui représente une croissance annuelle de 9,1 % par rapport à la période 2018-2022. Par ailleurs le rapport révèle que depuis le début des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, en 2018, le Mexique aurait accueilli 830 nouveaux locataires étrangers, dont 20 % en provenance de pays asiatiques. En outre, au cours de cette même période, 21 % des entreprises interrogées ont déclaré avoir agrandi leur espace au sein des parcs industriels mexicains, ce qui démontre la confiance et la croissance que connaissent les entreprises établies au Mexique. La décision des entreprises de s'installer dans un parc industriel dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment les perspectives du marché intérieur et extérieur, les conditions commerciales, les traités tels que le T-MEC, ou encore la qualité des infrastructures installées en termes d'énergie, de logistique, d'eau et de sécurité. Cependant, pour tirer le meilleur parti des opportunités offertes par le processus de délocalisation, il est essentiel de résoudre les problèmes existants au Mexique, dont l'approvisionnement en électricité propre et à des prix compétitifs, le drainage et l'approvisionnement en eau, ainsi que les questions liées à la sécurité publique et à l'efficacité des procédures. Selon l'enquête, 91 %

des parcs industriels interrogés ont déclaré avoir rencontré des problèmes liés à l'approvisionnement en énergie, tandis que 63 % ont signalé des problèmes d'approvisionnement en eau.

L'indicateur mensuel d'activité industrielle (IMAI) a augmenté de 5 % en mai, sa plus forte progression depuis octobre 2021, selon l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi). Cette forte croissance aurait été tirée par le secteur de la construction. En effet, sur les quatre secteurs qui composent l'IMAI, trois affichent une croissance en glissement mensuel : la construction se montrant la plus vigoureuse en progressant de 7,2 % en mai, son meilleur chiffre depuis juin 2020. Dans le secteur de la production, du transport et de la distribution d'électricité, d'eau et de gaz, la croissance a été de 1,8 % g.m, soit le meilleur résultat depuis mars 2022, tandis que l'industrie minière a progressé de 1,7 % g.m, sa plus forte hausse en trois mois. En revanche, le secteur manufacturier a connu sa contraction la plus importante en 20 mois, avec une baisse mensuelle de 1,4 % en mai. Parmi les 21 activités qui composent l'industrie, 16 ont enregistré des baisses. Les contractions mensuelles les plus fortes en mai ont touché l'industrie textile et l'industrie de l'habillement (-8,1 % chacune), et l'industrie chimique (-6,5 %).

L'indice national des prix à la production (IPP), y compris le pétrole et les services, a enregistré une baisse annuelle de 0,87 % en juin, sa première baisse en huit ans, selon les données de l'Inegi. Hors pétrole, l'IPP a enregistré une inflation annuelle de 1,13 % en juin, son niveau le plus bas depuis janvier 2020. Cette baisse serait due à (i) la diminution du prix des matières premières, (ii) la réduction des coûts logistiques et (iii) l'appréciation du peso.

Dans son rapport "Perspectives de l'emploi 2023", l'OCDE note que le Mexique est le pays où l'augmentation des salaires a été la plus forte parmi ses membres, avec une hausse de 43,6 % des salaires minimums entre décembre 2020 et

mai 2023. Le rapport met en évidence les efforts déployés par le pays pour rétablir les salaires et compenser "la perte de pouvoir d'achat subie par les travailleurs au salaire minimum depuis les années 1970". L'Organisation souligne que ces avancées sont également attribuables au cadre réglementaire mexicain, qui exige une révision annuelle des salaires minimums.

Le Conseil de coordination des entreprises (CCE) a proposé de légaliser et de former les migrants pour répondre à la demande croissante de main-d'œuvre liée au phénomène de relocalisation. Le président de la CCE a souligné l'importance de saisir les opportunités d'investissement au Mexique et en Amérique du Nord, tout en mettant l'accent sur le manque de main-d'œuvre dans différents secteurs. Selon l'agence, une collaboration étroite entre les entreprises, les établissements d'enseignement, les organisations de la société civile et les autorités de régulation serait essentielle pour que le pays comble le fossé numérique et adopte de manière responsable et exhaustive les nouvelles technologies.

2. FINANCES PUBLIQUES

La collecte de la TVA a connu une contraction annuelle de 5,2 %, la plus forte depuis 2009. Entre janvier et mai 2023, la collecte de la taxe sur la valeur ajoutée s'est établie à 30,5 Mds USD selon le Ministère des Finances et du Crédit Public, soit 16 % de moins qu'anticipé. Ce dernier argue que cette performance serait liée à de nombreuses déductions, exonérations et subventions.

Le "super peso", qui atteint un niveau record depuis 2015, aurait des effets tant positifs que négatifs sur les finances publiques mexicaines. Il est considéré comme l'une des variables macroéconomiques clés pour les prévisions du gouvernement en matière de finances publiques. L'appréciation du peso face au dollar allègerait le coût financier de la dette à hauteur de 5 Mds MXN. Cependant, ces économies pourraient être atténuées par les taux d'intérêt élevés maintenus pour lutter contre l'inflation. Par conséquent, le

coût financier de la dette devrait se maintenir à hauteur de 3,6 % du PIB d'ici le T4 2023. Par ailleurs, les revenus pétroliers seraient réduits en raison de l'effet combiné du "super peso" et de la baisse des prix du pétrole. Les recettes pétrolières ont déjà connu une baisse significative depuis le début de l'année 2023 (-24 % g.a.), impactant négativement les recettes fédérales.

Le Ministère des finances et du crédit public (SHCP) a refinancé 7,9 Mds USD sur le marché local de la dette, réduisant la pression sur les finances publiques. L'objectif principal de cette opération de refinancement était d'optimiser le profil de maturité de la dette du gouvernement fédéral. Ainsi, deux opérations ont été réalisées. La première a consisté en l'annulation de la dette par le rachat de Bonos M et d'Udibonos, arrivant à échéance entre 2023 et 2025. La seconde opération a consisté en un placement de titres d'État pour 8,6 Mds USD, avec des échéances comprises entre 2024 et 2053, par le biais d'une vente aux enchères. Le SHCP souligne que cet échange a été réalisé sans endettement supplémentaire, dans le respect des limites d'endettement approuvées par le Congrès de l'Union pour l'année fiscale 2023.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

L'entreprise nationale pétrolière Petroleos Mexicanos (PEMEX) a subi des pertes de production de pétrole équivalent à environ un quart de sa production quotidienne totale (450 000 barils de pétrole), à la suite d'une explosion massive sur la plateforme Nohoch-Alfa, dans le champ de Cantarell (Golfe de Mexico). Pemex a fait l'objet d'un examen minutieux en ce qui concerne ses performances en matière d'environnement et de sécurité, à la suite d'accidents et d'explosions fréquents dans ses installations. La société a une dette de 107,4 milliards de dollars, la plus importante de toutes les grandes compagnies pétrolières, et connaît une grave crise de liquidités. Selon les données de la Commission nationale des hydrocarbures (CNH), le champ de Nohoch a produit en moyenne 6 000 barils de pétrole brut par jour et

2,1 M de pieds cubes par jour (mcf) de gaz en mai 2023. Cependant, en termes de production nationale de pétrole et de gaz, la contribution du champ de Nohoch est relativement faible. La production de pétrole brut représente seulement 0,4 % de la production nationale en mai, qui s'élevait à 1 675 000 barils par jour, tandis que la production de gaz naturel représente seulement 0,04 % de la production nationale, soit 5,57 Mds de pieds cubes par jour.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 12/07
Bourse (IPC)	-0,15%	+13,2%	53 956,7 points
Change MXN/USD	-2,26%	-19,00%	16,84
Change MXN/EUR	0,75%	-9,25%	18,91
Prix du baril mexicain	7,63%	-22,30%	70,11

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Le potentiel de collecte de la TVA en 2022 était de 6,48 Mds USD, mais seulement 5,33 Mds USD ont été collectés, soit une perte de 17,7 %. En 2022, bien que les recettes de la TVA, qui constituent près de la moitié des recettes fiscales totales, aient augmenté en raison de l'inflation, le taux de non-conformité n'a baissé que très légèrement par rapport à l'année précédente où il était de 17,8 %. Celle-ci s'explique entre autres par l'informalité économique, la fraude fiscale et l'évitement.

Le Guatemala renforce sa position dominante dans le commerce intrarégional, selon la CEPAL.

Au total, les exportations du Guatemala entre 2002 et 2021 ont crû de 5,9 % par an, passant de 6,48 Mds en 2002 à 17,85 Mds en 2021. Les exportations guatémaltèques vers le marché commun centraméricain (MCCA) ont progressé sur la même période de 8,1% par an, représentant désormais 30,8% des exportations intrarégionales. Alors que dans le cas du commerce intrarégional, la sophistication technologique des biens exportés a augmenté au cours de la période, dans le cas du commerce extrarégional, les exportations étaient principalement constituées de matières premières et de produits à forte intensité en main-d'œuvre.

Dans l'entre-deux tours des élections générales et à six mois de la prise de fonction du nouvel exécutif, les ministres de l'Economie, Janio Rosales, et de l'Energie et des Mines, Alberto Pimentel, ont présenté leur démission. Bien que tous deux aient invoqué des raisons personnelles pour justifier leur démission, certains estiment que leur départ du gouvernement est un signe de la rupture du secteur privé traditionnel avec le gouvernement d'Alejandro Giammattei, en pleine crise post-électorale.

2. EL SAVADOR

L'indicateur de risque pays, mesuré par l'indice obligataire des marchés émergents (EMBI), a diminué de plus de moitié depuis juillet 2022 (passant de 3.512 points de base à 1.093). Cependant, selon les analystes, le taux minimum auquel le pays pourrait emprunter sur le marché international serait un niveau prohibitif d'environ 15 % (pour rappel, la dette la plus chère contractée par le Salvador en juillet 2020 avait un taux de 9,5 %). L'indice EMBI du Salvador reste le plus élevé d'Amérique centrale, très supérieur à celui du Guatemala (238) ou du Honduras (491). En outre, la charge de la dette est très importante au Salvador et, selon le dernier rapport de l'agence de notation Standard & Poor's, le taux de croissance pour l'année 2023 (attendu à 2 %) serait inférieur aux prévisions de

la Banque Centrale de Réserve (BCR), fragilisant ainsi les finances publiques via l'impact sur la perception des impôts.

Après avoir clôturé l'année 2022 avec un solde négatif d'IDE (-99,1 M USD) le Salvador a reçu 141,97 M USD d'IDE nets au T1 2023. Selon l'agence de notation Standard & Poor's, les raisons du manque d'attractivité du pays sont davantage liées à des facteurs politiques comme le manque d'équilibre des pouvoirs et la faible transparence du gouvernement, qu'à des facteurs économiques. Au T1 2023, c'est le secteur de l'industrie qui a reçu le plus de capitaux étrangers (88,92 M USD), suivi par le secteur du commerce (80,36 M USD) et de l'information et des communications (38,06 M USD). D'autres secteurs clés de l'économie ont toutefois connu des baisses significatives, comme les activités financières et d'assurance qui ont enregistré des IDE nets négatifs de 69,68 M USD, ainsi que les services (-15,93 M USD) et le secteur de l'agriculture et l'élevage (-3,02 M USD).

Le Salvador aurait besoin de 461 M USD pour combler le manque d'investissement dans le domaine du numérique, selon le dernier rapport Broadband Development Index 2022 publié par la BID. Sur ce total, 223,2 M USD correspondent aux besoins d'investissement dans le haut débit mobile et 237,9 M USD à l'investissement dans les connexions fixes. Le montant estimé pour combler la brèche numérique au Salvador est nettement inférieur à celui pour le Honduras (1,44 Md USD) et pour le Guatemala (2,47 Md USD), du fait de la plus forte concentration de la population. Si 90 % de la population bénéficie d'une couverture mobile 4G à haut débit au Salvador, seuls 27,6 % des ménages ont accès à une connexion fixe à internet (contre 66,2 % en Amérique latine et dans les Caraïbes) et seuls 16,5 % des ménages disposent d'un ordinateur personnel (contre 42,9 % en Amérique latine et dans les Caraïbes).

3. HONDURAS

Les réserves internationales ont atteint 7,9 Mds USD fin juin, soit l'équivalent de 5,5 mois d'importations de biens et services. Ce niveau place le pays en troisième place dans la région derrière le Guatemala (20,2 Mds) et le Costa Rica (11,2 Mds). Depuis le début de l'année 2023, la banque centrale (BCH) a utilisé 530 M USD, diminuant les réserves monétaires internationales du même montant, pour soutenir le marché des changes et assurer le service de la dette libellée en devises étrangères, premier poste de dépenses en devises. Les remises des travailleurs émigrés sont la principale source de devises étrangères, suivies par les exportations de produits alimentaires tels que le café, l'huile de palme ou la banane.

Selon l'organisation patronale COHEP, les recettes budgétaires du S1 2023 ne représentent que 38 % du total des recettes budgétées pour 2023 (soit 15,88 Mds USD). Dans le même temps, les dépenses totales, s'élevant à 5,26 mds USD sur le semestre, ne représentent que 33% du budget total des dépenses prévues (15,88 Mds USD). Environ 50 % des recettes totales proviennent des recettes fiscales (impôt sur les ventes et sur le revenu principalement), 15 % des recettes d'exploitation et 10 % des actifs financiers. Concernant les dépenses, les investissements publics ne représentent que 3 % du total et se sont concentrés principalement dans le secteur de l'énergie délaissant les secteurs de la santé et de l'éducation. En outre, seuls 20,4 % des investissements publics prévus ont été exécutés au S1 2023, soit un total de 110 M USD sur le budget annuel prévu de 540 M USD.

Le Ministre du Développement économique a annoncé avoir proposé à la Chine de construire un chemin de fer interocéanique reliant ses côtes pacifique et caribéenne pour un investissement estimé à 20 Mds USD et 15 ans de travaux. Cette annonce est intervenue à l'occasion de la première réunion de la commission mixte sur le commerce et l'investissement entre les deux pays, qui a également permis de tenir le premier

cycle de négociations en vue de la signature d'un accord de libre-échange.

4. PANAMA

La valeur des exportations a diminué de 11,6 % g.a au S1 2023, s'établissant à 783 M USD. Cette dynamique serait liée au ralentissement des activités de la mine de cuivre, exploitée par l'entreprise canadienne First Quantum, en conflit avec le gouvernement au sujet de la signature du nouveau contrat d'exploitation minière. Les exportations de cuivre représentent 76 % des exportations totales du S1 2023. Le deuxième poste d'exportation est la banane (4% des exportations totales), suivi des médicaments (2%). Selon le Bureau des Renseignements Commerciaux, 50,4% des exportations sont à destination de pays ayant des accords commerciaux avec le Panama, l'Union Européenne est la première destination, suivie du Marché Commun d'Amérique Centrale et de l'Association Latino-Américaine d'Intégration.

Entre janvier et avril 2023, le ministère du Travail et de l'Emploi a enregistré 89 780 nouveaux contrats de travail, ce qui est inférieur de 33 % aux performances enregistrées sur la même période en 2019. La création d'un emploi formel correspond à la création d'un nouveau poste ou à un remplacement faisant suite à un licenciement ou à une démission. Selon les derniers chiffres du chômage transmis par l'INEC, 9,9% de la population est sans activité et 8,2% au chômage, c'est-à-dire sans activité et en recherche active d'emploi.

La Banque Interaméricaine de Développement va financer l'achat de 55 bus électriques, pour un montant de 26 M USD. Selon la Banque Mondiale et la Banque Centroaméricaine d'Intégration Économique, 29% de la flotte actuelle de MiBus pourrait être remplacée par des bus électriques. Ce financement intègre la Stratégie de Mobilité Climatique de MiBus développée en 2022. Les bus électriques devraient être mis en service au premier semestre 2024. MiBus devrait également développer les points de recharge sur le territoire national.

Le 20 juin 2023, par décret du Ministère de l'Intérieur et de la Justice, trois contrats ont été signés entre l'Autorité de l'Assainissement urbain et domestique (AAUD) et des consortiums privés pour la collecte des déchets dans la ville de Panama. La ville de Panama a été divisée en 4 zones. Seule la zone 4 (Panama Este, 430 000 habitants) reste sous la responsabilité de l'AAUD. Véolia (qui avait fait des offres pour toutes les zones) a obtenu le contrat de gestion de la collecte des déchets de la zone 2 (290 000 personnes), pour un montant de 8,2 M USD. La zone 1 (225 000 habitants) a été confiée au Consorcio Covella Panamá, filiale de l'entreprise argentine Covella pour 6,4 M USD. La zone 3 (228 000 habitants) a été obtenue par Pronto Aseo S.A., une entreprise panaméenne. L'AAUD conserve la responsabilité de l'entretien de la flotte de camions-bennes dans les 4 zones.

Métro de Panama S.A. a approuvé l'extension de la ligne 3 (de 8,4 kilomètres), qui sera opérée par le consortium coréen HPH Joint-Venture (notamment composé de Hyundai Engineering & Construction Co., Ltd et de Posco Engineering). La directrice de la planification de Métro de Panama S.A. a annoncé que le projet nécessiterait une marge budgétaire plus importante. Métro de Panama S.A. avance également sur le projet d'un téléphérique dans le quartier de San Miguelito. Une étude de faisabilité va être financée par la Banque Latinoaméricaine de Développement et le fonds d'investissement latinoaméricain (LAIF) de l'Union Européenne, pour un montant de 713 000 USD.

Selon l'Institut National des Statistiques et du Recensement, le pays a reçu 2,7 Mds USD d'IDE en 2022, soit 41,2% de plus qu'en 2021. Néanmoins, les flux d'IDE restent largement inférieur à ceux de 2019 (3,9 Mds USD). Parmi les IDE perçus, 23% proviennent de banques sous licence générale, 15,9% de la Zone Libre de Colon, et 60,8% proviennent d'autres entreprises privées.

5. NICARAGUA

D'après une enquête réalisée fin juin, 33% de la population déclare ne pas avoir les moyens d'acquiescer le panier de biens de base. En outre, 70% des personnes interrogées ne s'estiment pas satisfaites de la situation du pays; 31% ont désigné le chômage et le manque d'emplois comme le principal problème du pays contre 25% pour la corruption du gouvernement et 16% pour le coût de la vie et l'augmentation de la pauvreté. Le chômage préoccuperait davantage les femmes (37%) et les jeunes (35% des 16-24 ans). En conséquence, près de la moitié des Nicaraguayens (48%) dit vouloir émigrer aux États-Unis.

Malgré la rupture des relations diplomatiques en octobre 2022, les Pays-Bas ont été le bailleur multilatéral le plus important pour le secteur privé en 2022, avec 120,5 M USD de prêts accordés par la Banque de développement des entreprises des Pays-Bas (FMO). Il s'agit de la plus importante contribution de ce donateur bilatéral au cours des 16 dernières années, 66% plus élevée que le précédent record de 72,4 M USD en 2018. Les secteurs de l'électricité, du gaz et de l'eau ont capté la moitié des prêts, tandis que l'intermédiation financière a capté 21 M USD, l'industrie manufacturière 12,4 M USD, et l'agriculture, l'élevage et la pêche 1,6 M USD. La dernière aide accordée par les Pays-Bas au secteur public date de 2017, soit quatre ans avant que le Nicaragua suspende ses relations diplomatiques avec le pays.

Un rapport de *The Economist* prévoit un ralentissement de la croissance du PIB à 1,2% en 2023, qui pourrait durer les quatre prochaines années (2% en moyenne). Selon *The Economist*, le PIB devrait augmenter de 2,2% en 2024 et de 1,9% en 2025 et 2026. Ces chiffres contrastent avec les prévisions de la Banque centrale du Nicaragua (BCN) qui, dans son rapport sur l'état de l'économie et les perspectives publié en avril dernier, prévoyait une croissance économique encourageante, dans une fourchette de 2,5 à 3,5%. L'accès limité au financement du secteur

privé, l'environnement des affaires délétère et le conflit politique pèsent sur les perspectives de croissance à long terme du pays, selon le rapport.

6. COSTA RICA

La Banque de Développement d'Amérique Latine (CAF) a reçu l'autorisation de la Superintendance Générale des Valeurs pour l'émission de 491 M USD de bons financiers sur le marché des valeurs costaricien. Cette opération permettrait de financer les prêts de l'institution financière internationale, ainsi que pour le remboursement des dettes existantes. L'autorisation reçue permettrait à la CAF de vendre des obligations directement, aux enchères ou par le biais de contrats de placement.

Selon la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), le pays a accueilli 3,7 Mds USD d'Investissements Directs Étrangers (IDE) en 2022. Selon la CEPAL, le réinvestissement des bénéficiaires (entreprises déjà établies dans le pays et réinvestissant de l'argent) représente 71% du total des investissements, en croissance de 30% par rapport à 2021. Les investissements d'entreprises en fonds propres représentent 18% du total et les prêts interentreprises 12%. Ils ont diminué de 28% et 39%, respectivement, par rapport à 2021. De plus, 68% des investissements sont dans le secteur manufacturier, principalement dans le secteur des dispositifs médicaux, tandis que les investissements dans les services représentaient les 32% restants. 73% des investissements proviennent des États-Unis. D'autres pays connaissent une augmentation de leur part, notamment la Suisse (9%), la Colombie (3%) et le Mexique (2%).

Selon l'Institut National des Statistiques et du Recensement (INEC), le nombre d'emplois formels a diminué de 118 000 depuis octobre 2022. De plus, 46% de ces emplois concernaient des personnes âgées de 25 à 34 ans, et 20% des personnes âgées de 15 à 24 ans. Selon l'INEC, la population active serait donc passée de 2 195 192 à la fin octobre 2022, à 2 077 351 en mai

2023, soit une diminution de 5,4%. Par secteur, les communications et autres services (immobilier, arts, spectacles et loisirs, ou autres) seraient les plus touchés, avec 37 973 emplois perdus des 208 459. Le recul de l'emploi a touché les secteurs moyennement qualifiés et non qualifiés.

Caraïbes

1. CUBA

Selon les annonces faites par la Commission Économique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (CEPAL), 35 nouveaux projets d'investissements directs à l'étranger (IDE) auraient été enregistrés à Cuba en 2022, contre 18 projets en 2021. Le montant de ces nouveaux projets s'établirait à 400 M USD, soit une augmentation de 100% par rapport à l'année précédente. Les secteurs prioritaires de ces investissements seraient: la production d'aliments (28%), le tourisme (18%), les carburants (16%) et l'industrie (14%).

2. CARAÏBES ANGLOPHONES

Selon le rapport du CEPAL sur les investissements directs étrangers en Amérique Latine et aux Caraïbes, les Bahamas ont été le troisième plus grand bénéficiaire d'IDE dans les Caraïbes, avec un total de 1,2 Md USD en 2022, soit 19% de plus qu'en 2021. Cette performance aurait été tirée par les prêts interentreprises, qui ont progressé de 25%. La Jamaïque est le quatrième bénéficiaire d'IDE dans les Caraïbes, avec un total de 319 M USD en 2022. Ce chiffre est similaire à celui de 2021 (-0,2%) et reste en deçà des niveaux d'investissement pré-pandémique. Le tourisme est le secteur qui a attiré le plus d'investissements dans le pays (51% du montant total), les services étant en tête des entrées d'IDE (59% du total), et 15% d'investissements supplémentaires ont été reçus par rapport à 2021.

En 2022, l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OEEO) n'a pas réussi à maintenir la reprise des entrées d'IDE qu'elle avait enregistrée en 2021. Dans l'ensemble, les pays ont reçu 553 M USD, soit 20 % de moins que l'année précédente. Cette baisse des investissements a été observée dans tous les pays, à l'exception de la Grenade. Les IDE à Antigua-et-Barbuda ont totalisé 196 M USD en 2022, ce qui est inférieur à l'année précédente (-20 %). Les entrées d'investissement à la Grenade continuent de se redresser après la chute observée en 2020, totalisant 160 M USD, soit 14 % de plus qu'en 2021. Après une forte reprise en 2021, les IDE à Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont totalisé 86 M USD en 2022, soit une baisse de 46 % par rapport à l'année précédente. Des investissements plus faibles (-22 %) ont également été reçus à Sainte-Lucie, pour un total de 67 M USD en 2022. Les flux d'IDE vers la Dominique s'élèvent à 28 M USD en 2022, en baisse de 16 % par rapport à l'année précédente. En 2022, Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas été en mesure de maintenir sa reprise des investissements postpandémie et a reçu 16 M USD d'IDE, soit 41 % de moins qu'en 2021.

Trinité-et-Tobago a enregistré des entrées d'IDE négatives de 914 M USD en 2022. Si l'on considère les composantes de l'IDE, les désinvestissements les plus importants sont dus au remboursement de prêts inter-entreprises. En ce qui concerne l'origine de ces désinvestissements, il convient de noter que la plupart proviennent du Royaume-Uni (entrées négatives de 2,2 Mds USD), ainsi que du Canada, de la Barbade, du Royaume des Pays-Bas et de Sainte-Lucie. D'autre part, 1,3 Mds USD d'investissements ont été reçus des États-Unis.

3. ANGUILLA

Le FMI a publié un rapport d'assistance technique sur la modernisation du cadre législatif douanier, suite à la demande d'assistance du pays, souhaitant se baser sur le modèle de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Ce rapport établit que le cadre législatif actuel est obsolète. Le rapport propose

plusieurs mesures: (i) modification des tarifs douaniers afin de correspondre aux obligations internationales liées à la CARICOM, à l'OMC et à l'OMD, (ii) améliorer la capacité administrative et concentrer les contrôles douaniers sur les envois à haut risque (automatisation des procédures douanières, échange d'informations entre les douanes et les organismes fiscaux et répressifs, ainsi qu'avec les administrations douanières étrangères), et (iii) accroître la capacité de l'administration à mettre en œuvre les décisions anticipées, les programmes d'opérateurs de confiance et les courtiers en douanes.

4. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Selon la Banque centrale de la République dominicaine, les transferts de fonds ont atteint 5 019,9 M USD au premier semestre 2023, soit une hausse de 3,3 % g.a. D'ici la fin de l'année 2023, on estime que les transferts de fonds devraient dépasser 10 Mds USD. En juin 2023, avec 846,4 M USD, les transferts de fonds ont augmenté de + 5,3 % par rapport à juin 2022. Généralement envoyés par la diaspora dominicaine, ces transferts de fonds constituent une source de revenus importante pour la population avec des répercussions notables sur les dépenses de consommation et d'investissement. Les bons résultats économiques des États-Unis sont l'une des principales raisons avancées par le Bureau d'Analyse Économique de la Banque Centrale. En outre, la diaspora dominicaine installée aux États-Unis est à l'origine de 83,8 % des flux de transferts de fonds au cours du mois de juin 2023, suivi par l'Espagne (6,3 %) et Haïti (0,9 %). La hausse continue de ces transferts de fonds participe à l'accumulation de réserves de change avec plus de 16,2 Mds USD en juin, soit 13,2 % du PIB national.

Selon la Direction du crédit public (Ministère des Finances), au 31 mai 2023, le solde de la dette du secteur public non financier (SPNF) s'élevait à 54,7 Mds USD, soit 44,7 % du PIB estimé. L'encours de la dette du SPNF se compose de 70,2 % de dette extérieure tandis que les 29,8 % restants correspondent à la dette intérieure.

Cette dernière comprend notamment 2,4 Mds USD (soit 2,0 % du PIB) d'obligations émises par le Gouvernement central pour la recapitalisation de la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD). Jochi Vicente, ministre des Finances, a publié un tweet dans lequel il indique

que la dette du SPNF représentait 49,7 % du PIB en 2020. Il félicite les efforts mis en œuvre pour réduire ce bilan et atteindre 44,7% du PIB en juin 2023. En termes absolus, la dette du SPNF s'élevait à 44,6 Mds USD en 2020 contre 54,7 Mds en juin 2023.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

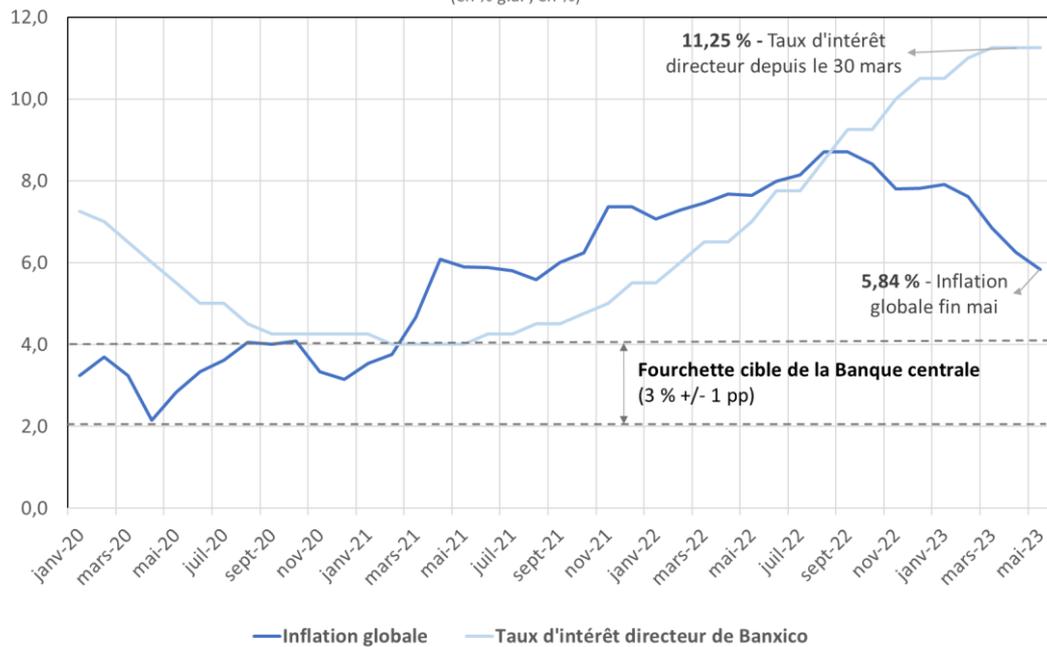
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	7,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

-Annexe Graphique – Mexique –

INFLATION MENSUELLE ET TAUX D'INTERET DIRECTEUR

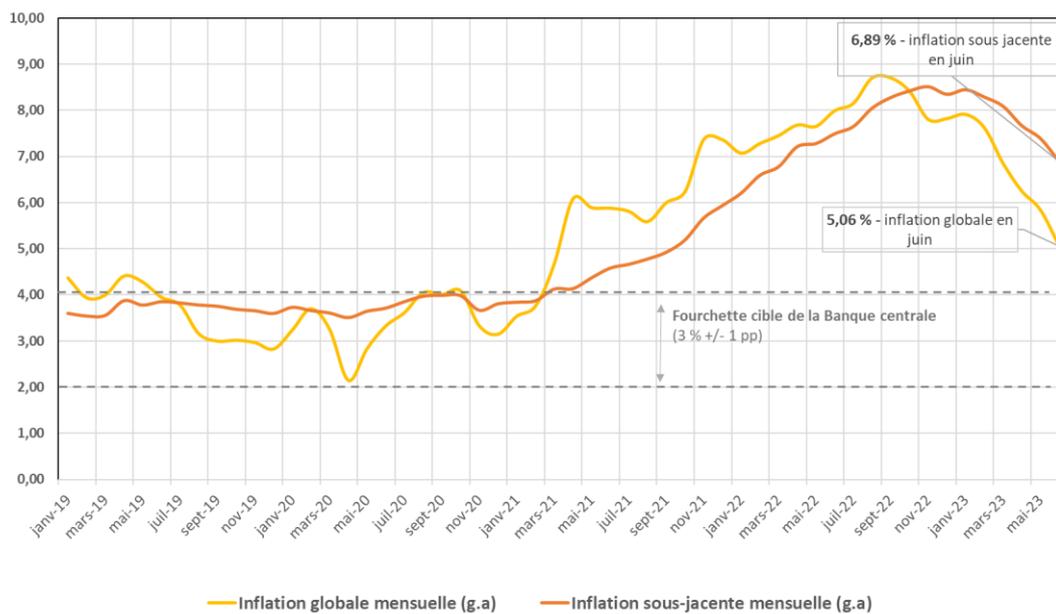
(en % g.a. ; en %)



Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

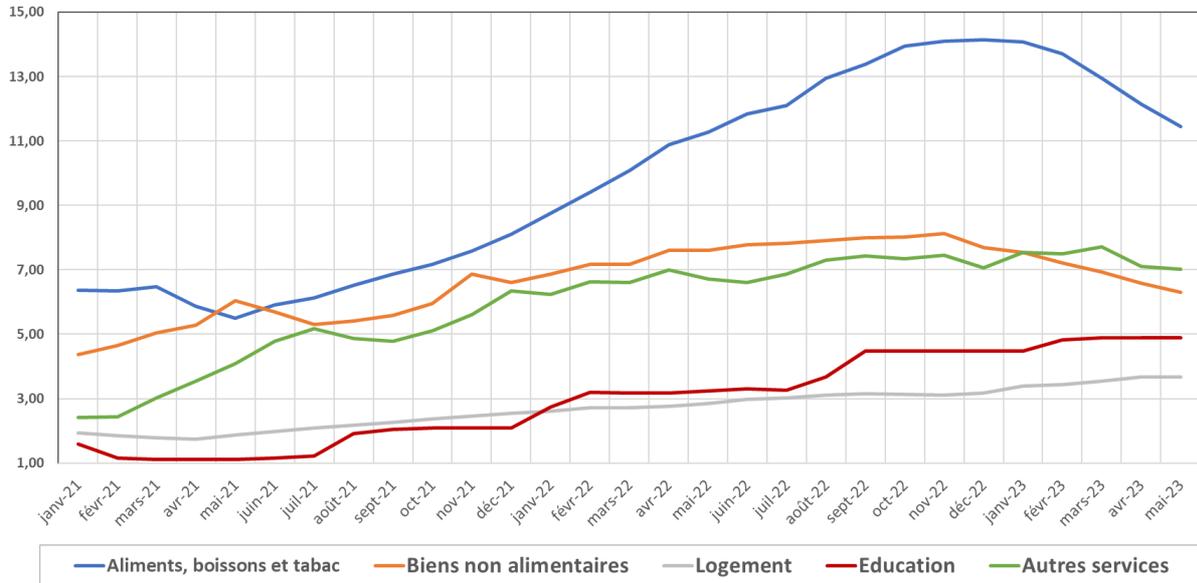
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



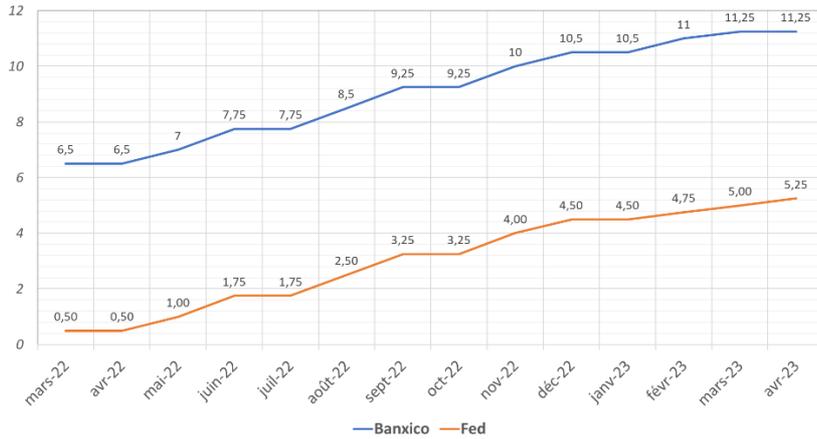
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION
 (% , g.a.)



Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

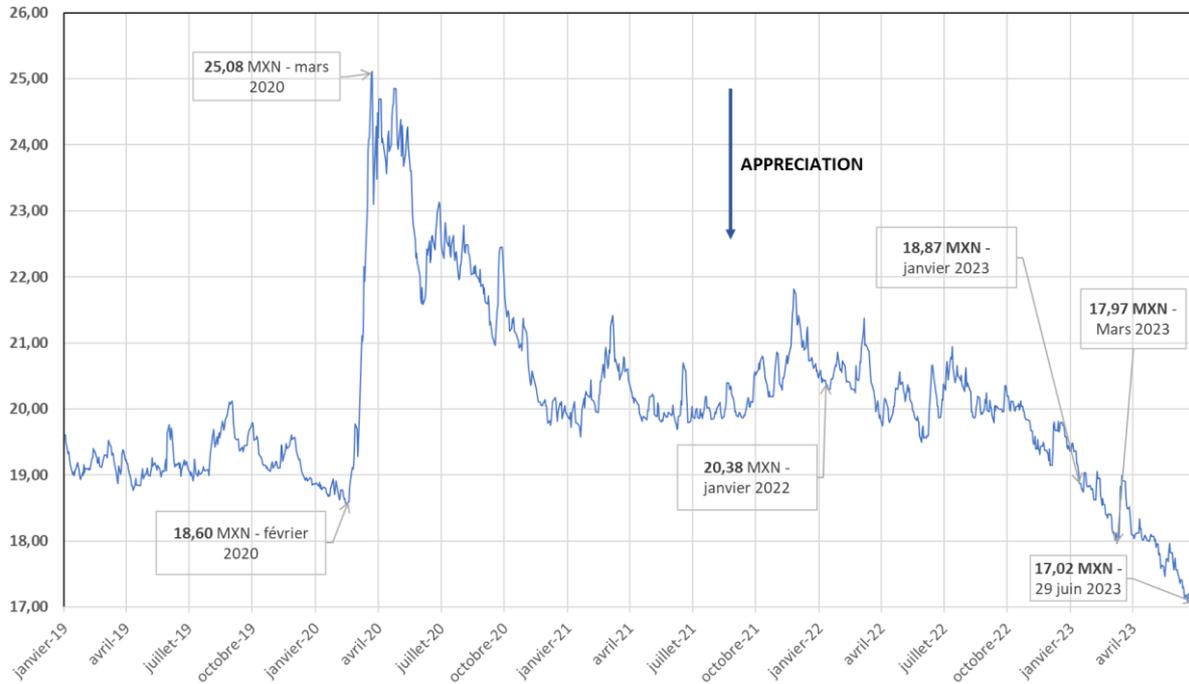
DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
 ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINE (%)



date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600

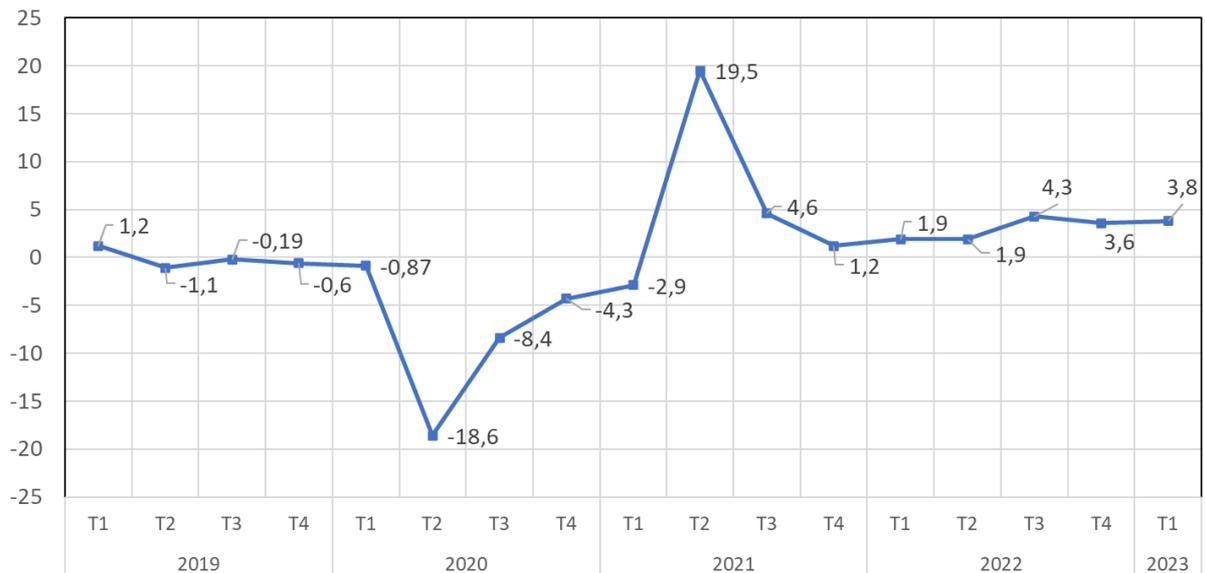
Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
(MXN/USD)



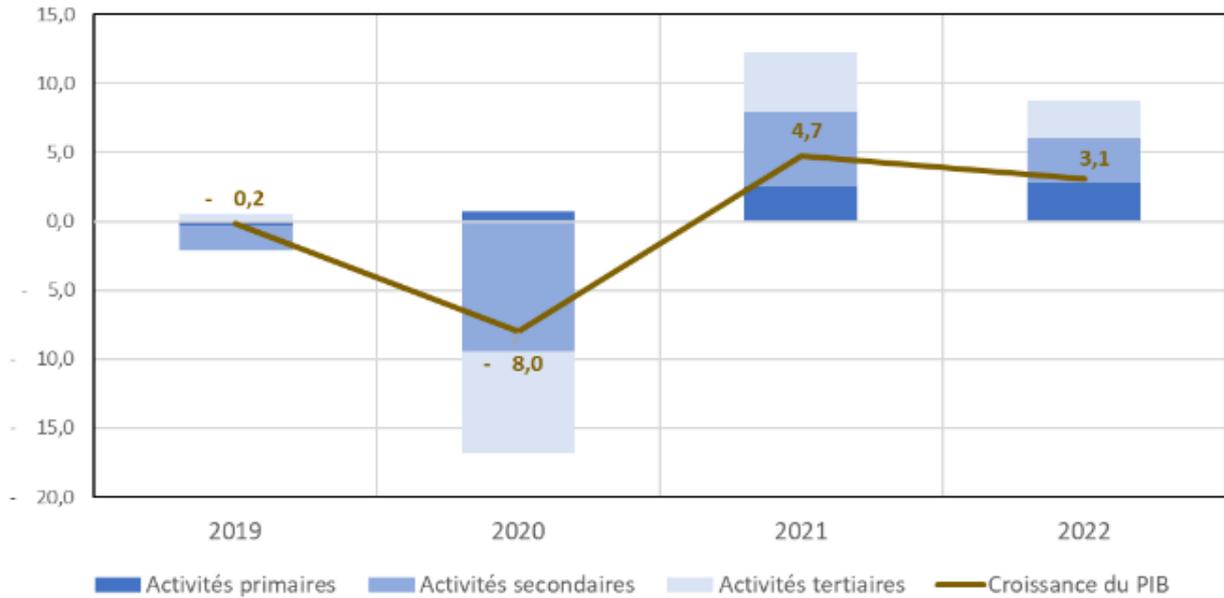
Source: Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB
(%, glissement annuel)



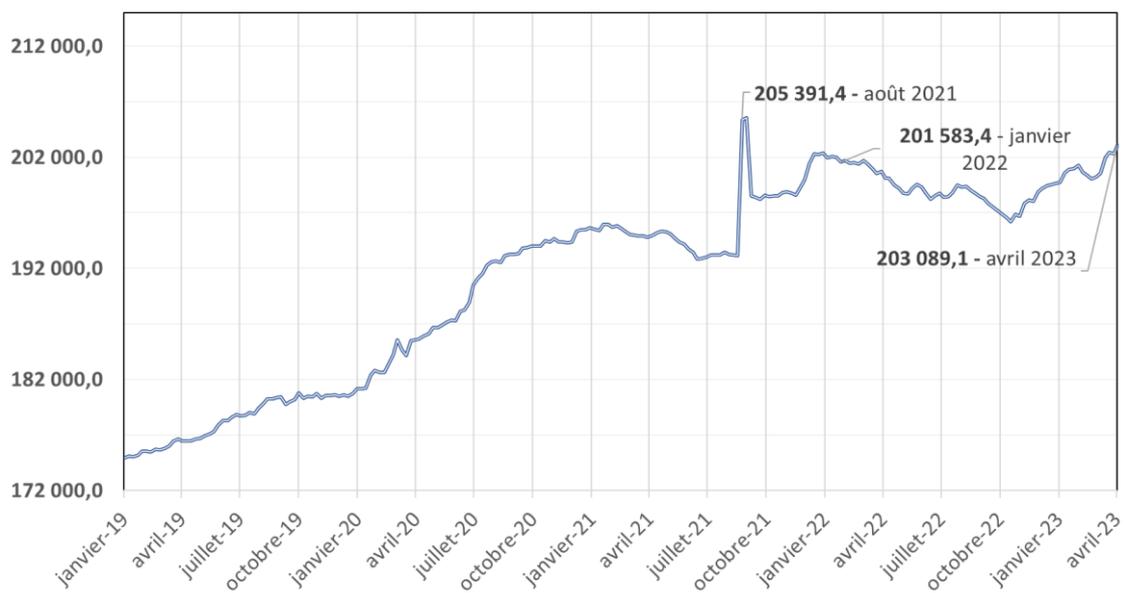
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES
 (% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES
 (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique